ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 10 février 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant fixation de certaines dispositions statutaires du personnel de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite", a donné le 20 mars 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e februari 1972 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van sommige statutaire bepalingen voor het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas", heeft de 20e maart 1972 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le titre II du projet qui concerne le recrutement, et le titre III relatif aux promotions et changements de grade, contiennent l'un et l'autre des dispositions relatives aux concours et au stage qui sont presque identique.

Un regroupement de ces dispositions serait de nature à simplifier le projet. En outre, d'autres dispositions pourraient être rangées dans un ordre plus logique.

Tenant compte de ces éléments, le Conseil d'Etat propose à la fin de son avis, un plan de regroupement des dispositions du projet.

*

* *

Les références figurant dans divers articles du projet devront être modifiées dans la mesure où le Gouvernement estimera devoir se rallier au plan qui lui est ainsi suggéré.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Le texte suivant est proposé pour le premier visa :

"Vu la loi du 16 mars 1865 instituant une caisse générale d'Epargne et de Retraite, telle qu'elle a été ultérieurement modifiée";

.../...

La mention de l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967 devrait figurer au deuxième visa.

Le Ministre de la Fonction publique a donné son accord le 20 janvier 1972; il y a lieu de compléter le préambule par l'indication de cette date.

Dispositif.

Article 2.

Le texte du 1er alinéa de l'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Les grades qui peuvent être conférés aux agents de la Caisse générale sont déterminés à l'annexe I du présent arrêté".

Les alinéas 3 et 4 peuvent être omis; en effet, les notions de niveau et de rang apparaissent clairement des tableaux annexés au projet.

Article 3.

Cet article peut être omis. Il se borne à donner la définition usuelle du grade.

Article 4.

Cet article reproduit l'article 11 de la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'Epargne et de Retraite; au surplus, la loi du 16 mars 1954 ne confère pas au Roi le pouvoir de désigner l'autorité investie du pouvoir de nomination, lorsqu'une loi particulière a statué sur cet objet. Cet article doit donc être omis.

.../...

Article 5.

Le délégué du Gouvernement a marqué son accord pour la suppression de cet article.

Article 6.

A l'alinéa 1er de cet article, les mots "dont la liste constitue" devraient être remplacés par les mots "déterminés à".

Article 7.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Le Conseil d'Administration peut recruter également dans les grades des rangs 14, 13, 12 et 11, par une décision motivée qui fixe les aptitudes, les qualifications et les conditions particulières requises et qui constate qu'aucun agent de la Caisse générale ne remplit ces exigences pour occuper l'emploi par promotion".

Article 8.

A l'alinéa 1er, les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 18" et "déroger à l'article 6, alinéa 2, et" peuvent être supprimés, et les mots "au concours" (in fine) remplacés par les mots "par cette voie".

La rédaction suivante est proposée pour les alinéas 2 et 3 :

"L'appel aux candidatures est inséré au Moniteur belge au moins quinze jours avant la date de clôture du dépôt des candidatures. Il est également et dans le même délai, porté à la connaissance du personnel de la Caisse générale par ordre de service. Si le directeur général le juge opportun, cet appel peut,

.../...

en outre, être publié par tout autre moyen".

Article 9.

Cette disposition est inutile et doit être omise.

Article 11.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à formuler sur le texte suivant de l'article 11, tel qu'il a été amendé par le délégué du Gouvernement :

"Lorsqu'il existe, pour des mêmes emplois, des lauréats d'une épreuve de recrutement et des lauréats d'une épreuve de promotion, la préférence, pour l'admission au stage, est accordée, alternativement, à un lauréat de l'épreuve de promotion et à un lauréat de l'épreuve de recrutement.

Lorqu'un nombre déterminé d'emplois est réservé aux lauréats de chacune de ces épreuves, les emplois sont déclarés vacants selon la même alternance aussi longtemps qu'il existe des lauréats classés en ordre utile des deux épreuves.

A défaut de lauréats d'une épreuve, le Conseil d'Administration peut conférer les emplois qui leur étaient réservés aux lauréats d'une autre épreuve".

Article 12.

Au dernier alinéa, il convient de mettre une virgule après le mot "concours".

.../...

Articles 13 et 37.

Les articles 13 et 37 peuvent être fusionnés; dans ce cas, les mots "de recrutement" à l'article 13 doivent être supprimés.

Le dernier alinéa doit se lire comme suit : "Le conseil d'administration clôt le procès-verbal du concours".

Articles 14 et 38.

Les articles 14 et 38 peuvent être fusionnés. Dans ce cas, les mots "de recrutement" seront omis dans l'article 14.

Articles 15 et 39.

Ces articles peuvent être fusionnés dans une disposition ainsi rédigée :

"L'organisation des concours, les conditions de participation et les différentes modalités sont portées à la connaissance du personnel de la Caisse générale par ordre de service au moins quinze jours avant la date de clôture des inscriptions et, s'il s'agit d'un recrutement, par avis inséré au Moniteur belge dans le même délai. S'il le juge opportun, le directeur général les publiera, en outre, par tout autre moyen".

Articles 16 et 40.

Les articles 16 et 40 peuvent être fusionnés; les mots "de recrutement" doivent être omis dans ce cas (et la référence).

.../...

Articles 17 et 41.

Les articles 17 et 41 peuvent être fusionnés. Dans ce cas, les mots "de recrutement" doivent être supprimés dans l'article 17 dont l'alinéa final deviendrait : "Le gestionnaire d'agence classé dans la réserve à l'issue d'un concours d'inspecteur adjoint d'agences conserve le bénéfice de la réussite de ce concours jusqu'au moment où il atteint l'âge de 50 ans".

A l'alinéa 2, il serait préférable d'omettre la particule "ne", le mot "sans" ayant, par lui-même, une valeur négative.

Article 18.

Le début de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Le grade de directeur peut être conféré sans concours de recrutement. Dans ce cas, le conseil d'administration nomme après comparaison des titres et des aptitudes des candidats. L'intention de procéder au recrutement sans concours ... (la suite comme au projet)".

En outre, à l'alinéa 6, afin d'assurer la concordance de terminologie avec la loi organique de la C.G.E.R., il y aurait lieu d'écrire :

"Avant de faire rapport au Conseil d'Administration, le directeur général prend l'avis motivé ...".

Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur l'adjonction du mot "motivé" à l'avis du collège des directeurs, de manière à mieux éclairer le Conseil d'Administration et le directeur général sur les mérites des candidats et à mieux garantir ceux-ci contre tout arbitraire.

.../...

Dans l'alinéa final, il serait préférable d'écrire "ou n'a les aptitudes d'intelligence et de caractère voulues".

Articles 19 et 20.

Ces articles gagneraient à être fusionnés. Le texte deviendrait :

"Article 19.-

Sont admis à se présenter à un concours de recrutement

1° pour le grade de chef de bureau : les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études d'enseignement supérieur autorisant l'admission aux emplois du niveau 1 dans les administrations de l'Etat;

2° pour les grades d'attaché, d'informaticien A et de traducteur-reviseur : les porteurs des diplômes déterminés par le Conseil d'Administration suivant la nature de l'emploi pour lequel il est procédé au recrutement".

Article 21.

Le délégué du Gouvernement a marqué son accord pour la suppression de l'article.

Articles 22 et 54.

Ces articles peuvent être fusionnés. Dans ce cas, l'article 22 serait rédigé comme suit :

"La nomination à titre définitif n'est accordée au lauréat d'un concours de recrutement, de promotion ou de changement de grade ou à l'agent nommé sur comparaison des titres et des mérites, que s'il a satisfait à un stage d'une durée de présence effective d'un an dans les services, le grade de directeur excepté.

.../...

Les congés ... (comme au projet).

Le conseil d'administration appelle au stage".

Articles 23 et 24.

Le fonctionnaire délégué a marqué son accord pour la suppression de ces articles.

Article 25.

L'article 25 serait mieux rédigé comme suit :

"Le lauréat qui n'a pas la qualité d'agent de la Caisse générale n'est admis au stage que s'il répond aux conditions énumérées à l'article ... et s'il réunit les aptitudes physiques requises.

Ne réunit pas ... (comme au projet).

Le service médical du travail vérifie les aptitudes physiques; il peut déclarer les candidats ... (comme au projet)".

Article 26.

A l'alinéa 2, il convient de mettre une virgule après le mot "est".

Articles 27 et 55.

Ces articles peuvent être fusionnés.

Le texte de l'article 27 pourrait être rédigé comme suit :

"L'admission au stage se fait selon les nécessités du service et selon l'ordre de classement des lauréats, compte tenu,

.../...

éventuellement, de l'application de l'article ...

Le lauréat, agent de la Caisse générale ou non, qui demande pour des raisons de convenances personnelles, à ajourner son admission au stage et dont la demande est acceptée, perd le bénéfice de son rang de classement. Perd de même ce bénéfice, le lauréat qui a été déclaré temporairement inapte à l'examen médical. Dans un cas comme dans l'autre, il reprend rang avant les lauréats qui subsistent dans le classement soit le jour où il renonce à ajourner son admission au stage, soit le jour où il est déclaré physiquement apte".

L'article 55 peut être supprimé dans ce cas.

Articles 28 et 56.

Ces articles peuvent être fusionnés.

Par souci de concordance avec le texte néerlandais, les mots "déroulement du" doivent être omis à l'article 28.

Article 29.

Afin de rencontrer l'hypothèse d'un stagiaire agent de la Caisse générale qui se révélerait insuffisant, le cas de faute relevant ici de la discipline, l'article devrait être rédigé comme suit :

"Le conseil d'administration peut mettre fin au stage au cours de celui-ci pour cause d'inaptitude, soit par licenciement avec un préavis de trois mois, soit, s'il s'agit d'un agent de la Caisse générale, en replaçant l'intéressé au grade dont il était titulaire antérieurement. Cette décision est prise conformément à la procédure prévue à l'article ...

.../...

Le conseil peut mettre fin au stage, par licenciement sans préavis, pour tout acte fautif ... renom de l'institution".

La dernière phrase de l'alinéa 2 devrait être remplacée par le texte suivant :

"Le directeur dont le stagiaire relève établit un rapport circonstancié relatif à l'acte fautif.

Ce rapport est communiqué à une commission de trois directeurs, dont le directeur qui a le service du personnel dans ses attributions, ou son délégué, et le directeur qui a établi le rapport; le chef du service juridique, ou son délégué, assiste aux réunions avec voix consultative.

La commission entend le stagiaire et, le cas échéant, propose ensuite le licenciement sans préavis au directeur général.

Cette proposition est communiquée au stagiaire; il dispose d'un délai de trois jours ouvrables, non compris le jour de la remise de la proposition, pour se pourvoir en appel auprès du directeur général.

Celui-ci entend le requérant en présence d'au moins un membre de la commission qui a établi la proposition.

Devant la commission et en appel, le stagiaire peut se faire assister par un membre du personnel.

Le cas du stagiaire qui faisait déjà partie du personnel de la Caisse générale relève de la discipline de l'institution".

Articles 30, 57 et 59.

Ces articles peuvent être fusionnés.

Les mots "sur la proposition" qui semblent impliquer que le directeur est lié, devraient être remplacés par les mots "après avis".

.../...

L'article 30 serait dans ce cas rédigé comme suit :

"A l'issue du stage, le directeur dont l'intéressé relève établit, après avis des supérieurs hiérarchiques du stagiaire, un rapport final du stage qu'il adresse au directeur général. Le rapport spécifie si le stagiaire convient ou ne convient pas pour l'emploi et conclut soit à l'admission, soit à une prolongation du stage pour une période ne dépassant pas six mois, soit au licenciement avec un préavis de trois mois, soit, s'il s'agit d'un agent de la Caisse générale, au maintien dans le grade dont l'agent était titulaire antérieurement".

Le délégué du Gouvernement propose de compléter l'article par le texte suivant qui ne soulève pas d'observation :

"Le directeur empêché est remplacé par un premier conseiller appartenant à la même direction, ou, s'il n'existe pas de premier conseiller ou s'il est empêché, par un autre directeur".

Articles 31 et 58.

Ces articles peuvent être fusionnés.

Le début de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le directeur général statue, le requérant entendu ou dûment appelé, en présence du directeur qui a établi le rapport, ou de son délégué, et des supérieurs hiérarchiques qui ont émis l'avis... (comme au projet)".

Articles 32 et 33.

Ces deux articles qui se bornent à reprendre des définitions usuelles, peuvent être omis sans inconvénient.

.../...

Articles 35 et 36.

Le délégué du Gouvernement a marqué son accord pour la suppression de ces articles dont le contenu découle d'autres dispositions du projet.

Articles 42 et 43.

Ces articles devraient être fusionnés dans une seule disposition, rédigée comme suit :

"L'accession ... (comme au projet, article 42).

Sont admis à se présenter à ces concours, les titulaires ... (comme au projet, article 43, sauf à remplacer "l'article 42" par "l'alinéa 1er")".

Article 45.

Afin d'assurer la concordance avec la loi organique de la C.G.E.R., il y aurait lieu d'écrire à l'alinéa 3 : "Avant de faire rapport au conseil ...".

Au même alinéa, il y aurait lieu d'insérer le mot "motivé" après le mot "avis". Le délégué du Gouvernement a, en effet, marqué son accord sur ce point.

Article 46.

Avec l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger le début de l'article comme suit :

"L'avancement de grade aux emplois du rang 13, de chef de service ou d'inspecteur d'agences, est accordé au titulaire ...", (la suite comme au projet)".

.../...

Articles 48 et 49.

Ces articles qui concernent l'avancement au rang 11, gagneraient à être fusionnés.

Article 61.

Le délégué du Gouvernement propose le texte suivant qui n'appelle aucune observation :

"En ce qui concerne l'ancienneté, la nomination subordonnée à un stage est faite avec effet rétroactif à la date fixée pour l'admission au stage ou, si l'admission au stage a été ajournée pour des raisons de convenances personnelles ou par la faute de l'intéressé, à la date effective de l'admission au stage. L'effet rétroactif est toutefois réduit à concurrence de la période de prolongation de stage qui résulterait de l'application de l'article ... (30 et 57 du projet initial) et de toute période d'interruption de service qui, en application de l'article (62 et 63 du projet initial) ne serait ... pas admissible pour le calcul de l'ancienneté".

Articles 62 et 63.

Dans l'alinéa 1er de l'article 62, le mot "prestés" devrait être remplacé par le mot "accomplis".

Les articles 62 et 63 devraient être fusionnés à cause du lien qui existe entre eux.

Article 64.

Le fonctionnaire délégué propose de supprimer cet article et de corriger le tableau de l'annexe III : les grades supprimés

.../...

d'inspecteur général et de conseiller de direction doivent y figurer en regard du rang 13 et non du rang 14.

Article 65.

Le délégué du Gouvernement propose de compléter l'article comme suit :

"L'agent qui a atteint l'ancienneté requise par les articles 20, 21 ou 22 pour accéder par promotion au grade supérieur avant le 1er janvier 1970 est nommé à cette dernière date. S'il ne réunit pas les conditions de signalement à ce moment, le 1er janvier est censé être la date anniversaire de sa nomination pour l'application de l'article 14, alinéa 3".

Ce texte n'appelle pas d'observation.

Article 66.

Afin d'assurer la concordance entre les articles 65 et 66, le fonctionnaire délégué propose d'écrire "qui produit ses effets au 1er janvier 1970".

PROPOSITION DE DIVISION DU PROJET.

N.B. Les articles placés entre paranthèses devraient être omis (voir avis).

CHAPITRE I.- GENERALITES : 1 (champ d'application)
2 (division en niveaux et rangs)
(3)
(4)

.../...

CHAPITRE II.- DU RECRUTEMENT : (5)
6 (grades de recrutement - principes du concours)
7 (extension du recrutement)
18 (dérogation concours)
8 (dérogation concours)
(9)

CHAPITRE III.- DE LA PROMOTION :

§ 1. Généralités : (32) (33) 34 (35)
§ 2. De l'accession au niveau I : 42/43
§ 3. De l'avancement (en niveau I) :
- en général : 44 50 51
- cas particuliers : 45 46 47 48/49
§ 4. Du changement de grade (en niveau I) : 52 53

CHAPITRE IV.- De l'ancienneté : 60 61 62/63

CHAPITRE V.- Des concours :

conditions générales : (36) (10) 12 19/20 (21)
modalités : 13/37, 15/39,
enjeu : 14/38,
classement : 16/40,
réserve : 17/41,

CHAPITRE VI.- Du stage :

principes	:	22/54 (23)
appel en stage	:	11 27/55
aptitudes physiques	:	25 26
statut stagiaire	:	(24)
organisation	:	28/56
insuffisance	:	29
fin	:	30/57/59 31/58

CHAPITRE VII.- Dispositions finales : (64) 65 66 67.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Titel II van het ontwerp, die betrekking heeft op de werving, en titel III betreffende de bevorderingen en de veranderingen van graad, bevatten allebei nagenoeg dezelfde bepalingen ter zake van vergelijkende examens en stage.

Een hergroepering van die bepalingen zou het ontwerp vereenvoudigen. Ook andere bepalingen zouden logischer geordend kunnen worden.

Met inachtneming van dit alles, stelt de Raad van State aan het slot van zijn advies een schema voor waarin de bepalingen van het ontwerp gehergroepeerd zijn.

*

* *

De verwijzingen in verscheidene artikelen van het ontwerp zullen moeten worden gewijzigd voor zover de Regering zich aan het aldus voorgestelde schema wenst te houden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

De eerste verwijzing leze men als volgt :

"Gelet op de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, zoals zij later is gewijzigd;".

.../...

In de tweede verwijzing zou melding moeten worden gemaakt van het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967.

De Minister van het Openbaar Ambt heeft zijn akkoord gegeven op 20 januari 1972; die datum moet in de aanhef worden vermeld.

Artikelen.

Artikel 2.

Het eerste lid van artikel 2 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De graden die aan de personeelsleden van de Algemene Kas kunnen worden verleend,zijn vastgesteld in bijlage I van dit besluit".

De alinea's 3 en 4 kunnen vervallen; wat niveaus en rangen zijn, blijkt immers duidelijk uit de bij het ontwerp gevoegde tabellen.

Artikel 3.

Dit artikel kan vervallen. Het geeft alleen de gebruikelijke definitie van de graad.

Artikel 4.

Dit artikel is een herhaling van artikel 11 van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas; de wet van 16 maart 1954 machtigt de Koning

.../...

bovendien niet om de benoemende overheid aan te wijzen wanneer een bijzondere wet daaromtrent heeft beschikt. Ook dat artikel moet dus vervallen.

Artikel 5.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat dit artikel wordt geschrapt.

Artikel 6.

In het eerste lid van dit artikel vervange men de woorden "waarvan de lijst in bijlage II van dit besluit voorkomt" door de woorden "bepaald in bijlage II van dit besluit".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"De raad van beheer mag ook in de graden van de rangen 14, 13, 12 en 11 aanwerven bij een met redenen omklede beslissing die de vereiste geschiktheid, kwalificaties en bijzondere voorwaarden bepaalt en vaststelt dat geen personeelslid van de Algemene Kas voldoet aan die vereisten om de betrekking bij wege van bevordering te verkrijgen".

Artikel 8.

Dit artikel leze men als volgt :

.../...

"Voor iedere werving in niveau 1 mag de raad van beheer bij een met redenen omklede beslissing ervan afzien een vergelijkend examen te organiseren als hij oordeelt dat de betrekking op die wijze niet oordeelkundig kan worden verleend.

De oproep tot gegadigden wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt ten minste vijftien dagen vóór de dag waarop de inschrijving wordt gesloten. De oproep wordt ook binnen dezelfde termijn bij dienstorder ter kennis van het personeel van de Algemene Kas gebracht. Indien de directeur-generaal het dienstig acht, mag die oproep ook door enig ander middel worden bekendgemaakt".

Artikel 9.

Deze bepaling is onnodig en moet vervallen.

Artikel 11.

De Raad van State heeft geen opmerkingen te maken bij de hierna volgende tekst van artikel 11, zoals de gemachtigde van de Regering die heeft geamendeerd :

"Wanneer er voor dezelfde betrekkingen gegadigden zijn die voor een wervingsexamen en andere die voor een bevorderingsexamen geslaagd zijn, wordt voor de toelating tot de stage afwisselend de voorkeur gegeven aan een geslaagde van het bevorderingsexamen en aan een geslaagde van het wervingsexamen.

.../...

Is een bepaald aantal betrekkingen bestemd voor geslaagden van elk van die examens, dan worden de betrekkingen evenzo afwisselend vacant verklaard zolang er in batige orde gerangschikte geslaagden van beide examens voorhanden zijn.

Is voor een van de examens niemand geslaagd, dan mag de raad van beheer de betrekkingen die voor de geslaagden van dat examen waren bestemd, verlenen aan geslaagden van het andere".

Artikel 12.

In het laatste lid van de Franse tekst plaatse men een komma na het woord "concours".

Artikelen 13 en 37.

De artikelen 13 en 37 kunnen worden samengevoegd; in dat geval moet het woord "wervingsexamen" worden vervangen door de woorden "vergelijkende examens".

Het laatste lid moet als volgt worden gelezen :

"De raad van beheer sluit het proces-verbaal van het vergelijkend examen af".

Artikelen 14 en 38.

De artikelen 14 en 38 kunnen worden samengevoegd. Ook hier moet het woord "wervingsexamen" in artikel 14 worden vervangen door de woorden "vergelijkende examens".

.../...

Artikelen 15 en 39.

Deze artikelen kunnen als volgt worden samengevoegd :

"De organisatie van de vergelijkende examens, de deelnemingsvoorwaarden en de nadere regelen worden bij dienstorder ter kennis van het personeel van de Algemene Kas gebracht ten minste vijftien dagen vóór de dag waarop de inschrijving wordt gesloten en, als het om een werving gaat, door middel van een bericht dat binnen dezelfde termijn in Staatsblad wordt bekendgemaakt. Indien de directeur-generaal het dienstig acht, mag hij ze bovendien door enig ander middel bekendmaken".

Artikelen 16 en 40.

De artikelen 16 en 40 kunnen worden samengevoegd; het woord "wervingsexamen" moet dan worden vervangen door de woorden "vergelijkend examen".

Artikelen 17 en 41.

De artikelen 17 en 41 kunnen worden samengevoegd. Het woord "wervingsreserve" moet dan worden vervangen door "reserve" in artikel 17 waarvan het laatste lid als volgt moet worden gelezen :

"De zaakgelastigde van een agentschap die na afloop van een vergelijkend examen voor adjunct-inspecteur van agentschappen in de reserve is opgenomen, behoudt het voordeel van zijn welslagen voor dat vergelijkend examen tot hij de leeftijd van 50 jaar bereikt".

.../...

In het tweede lid van de Franse tekst schrappe men het woord "ne"; de ontkenning ligt al besloten in "sans".

Artikel 18.

Dit artikel kan beter als volgt beginnen :

"De graad van directeur kan zonder vergelijkend wervingsexamen worden verleend. In dat geval benoemt de raad van beheer na vergelijking van de aanspraken en de geschiktheid van gegadigden. De bedoeling om zonder vergelijkend examen aan te werven moet vooraf ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Ter wille van de terminologische overeenstemming met de organieke wet van de A.S.L.K. lezе men het zesde lid als volgt :

"Alvorens bij de raad van beheer verslag uit te brengen, vraagt de directeur-generaal het met redenen omkleed advies van de vergadering der directeurs over de kandidaturen".

De gemachtigde ambtenaar heeft ermede ingestemd dat het advies van de vergadering der directeurs een "met redenen omkleed" advies wordt ten einde de raad van beheer en de directeur-generaal beter voor te lichten omtrent de verdiensten van gegadigden en deze tegen iedere willekeur te beschermen.

In het laatste lid van de Franse tekst kan beter worden gelezen : "ou n'a pas les aptitudes d'intelligence et de caractère voulues".

.../...

Artikelen 19 en 20.

Deze artikelen kunnen beter worden samengevoegd. De tekst zou dan als volgt luiden :

"Aan een wervingsexamen mogen deelnemen :

1° voor de graad van bureauchef : de houders van een diploma of getuigschrift van hoger onderwijs dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen;

2° voor de graden van attaché, informaticus A en vertaler-revisor : de houders van de diploma's door de raad van beheer bepaald volgens de aard van de betrekking waarin geworven wordt".

Artikel 21.

De gemachtigde van de Regering heeft zijn instemming betuigd om dit artikel te schrappen.

Artikelen 22 en 54.

Deze artikelen kunnen worden samengevoegd. In dat geval zou artikel 22 als volgt worden geredigeerd :

"Hij die geslaagd is voor een vergelijkend examen voor werving, bevordering of verandering van graad of het personeelslid dat wordt benoemd na vergelijking van de aanspraken en verdiensten, wordt maar in vast verband benoemd indien hij voldaan heeft aan een stage gedurende welke hij een jaar werkelijk aanwezig is geweest in de diensten, met uitzondering voor de graad van directeur.

De jaarlijkse ... (zoals in het ontwerp)...

De raad van beheer roept op tot de stage".

.../...

Artikelen 23 en 24.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat deze artikelen worden geschrapt.

Artikel 25.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De geslaagde die geen personeelslid van de Algemene Kas is, wordt slechts tot de stage toegelaten indien hij voldoet aan de voorwaarden van artikel ... en de vereiste lichamelijke geschiktheid bezit.

De vereiste lichamelijke geschiktheid bezit niet de gegadigde ... kwaal welke onbestaanbaar is met ... plaatsheeft, en evenmin hij die in voorkomend geval niet voldoet aan de speciale door de raad van beheer gestelde lichamelijke eisen.

De bedrijfsgeneeskundige dienst verricht het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid. Hij kan de gegadigden ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 26.

In het tweede lid van de Franse tekst plaatse men een komma na het woord "est".

.../...

Artikelen 27 en 55.

Deze artikelen kunnen worden samengevoegd.

De tekst van artikel 27 kan dan als volgt worden geredigeerd :

"Gegadigden worden naar gelang van de behoeften van de dienst en volgens hun rangschikking tot de stage toegelaten eventueel met inachtneming van de toepassing van artikel ...

De geslaagde, al dan niet personeelslid van de Algemene Kas, die om persoonlijke redenen vraagt dat zijn toelating tot de stage uitgesteld wordt en aan wiens verzoek wordt voldaan, verliest het voordeel van zijn plaats in de rangschikking. Dat voordeel verliest ook de geslaagde die bij het geneeskundig onderzoek tijdelijk ongeschikt wordt verklaard. In beide gevallen neemt de betrokkene opnieuw rang in vóór de geslaagden die in de rangschikking overblijven, hetzij de dag waarop hij te kennen geeft dat hij tot de stage toegelaten wil worden, hetzij de dag waarop hij lichamelijk geschikt wordt verklaard".

In dat geval kan artikel 55 vervallen.

Artikelen 28 en 56.

Deze artikelen kunnen worden samengevoegd.

Terwille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst moeten de woorden "déroulement du" in de Franse tekst van artikel 28 vervallen.

.../...

Artikel 29.

Om te voorzien in het geval van een stagiair, personeelslid van de Algemene Kas, die geen voldoening mocht geven - het geval waarin een fout is begaan valt hier onder de tuchtregeling - zou het artikel als volgt moeten worden gelezen :

"De raad van beheer mag een einde aan de stage maken wegens ongeschiktheid van de stagiair, hetzij door ontslag met drie maanden opzegging, hetzij, indien het een personeelslid van de Algemene Kas betreft, door terugplaatsing van de betrokkene in zijn vroegere graad. Die beslissing wordt getroffen overeenkomstig de procedure bepaald in artikel ...

De raad mag een einde aan de stage maken door ontslag zonder opzegging voor elke fout begaan ... daad die de instelling in opspraak brengt".

De laatste volzin van het tweede lid vervange men door de volgende tekst :

"De directeur onder wie de stagiair ressorteert, maakt een omstandig rapport op met betrekking tot de begane fout.

Dat rapport wordt voorgelegd aan een commissie van drie directeurs, onder wie de directeur tot wiens bevoegdheid de personeelsdienst behoort of diens gemachtigde, en de directeur die het rapport heeft opgemaakt ; de chef van de juridische dienst, of diens gemachtigde, woont de vergaderingen bij met raadgevende stem.

.../...

De commissie hoort de stagiair en stelt daarna, in voorkomend geval, het ontslag zonder opzegging voor aan de directeur-generaal.

Dat voorstel wordt ter kennis van de stagiair gebracht; hij beschikt over een termijn van drie werkdagen, niet inbegrepen de dag waarop het voorstel hem ter hand is gesteld, om beroep bij de directeur-generaal in te stellen.

Deze hoort de verzoeker in bijzijn van ten minste één lid van de commissie die het voorstel heeft gedaan.

Voor de commissie en in beroep mag de stagiair zich door een lid van het personeel laten bijstaan.

Het geval van de stagiair die reeds tot het personeel van de Algemene Kas behoorde, valt onder de tuchtregeling van de instelling".

Artikelen 30, 57 en 59.

Deze artikelen kunnen worden samengevoegd.

De woorden "op voorstel", die erop lijken te wijzen dat de directeur door dat voorstel gebonden wordt, vervange men door de woorden "na advies".

Artikel 30 kan dan als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Bij het einde van de stage maakt de directeur onder wie de betrokkene ressorteert, na advies van de hiërarchische meerderen van de stagiair, een eindrapport over de stage op dat hij aan de directeur-generaal doet toekomen. Het rapport geeft aan of de stagiair al dan niet voor de betrekking geschikt is en besluit ofwel tot aanstelling, ofwel tot verlenging van de stage voor een periode van ten hoogste zes maanden, ofwel tot ontslag met drie maanden opzegging, ofwel, als het gaat om een personeelslid van de Algemene Kas, tot behoud in de graad welke het personeelslid vroeger bekleedde".

De gemachtigde van de Regering stelt voor, het artikel aan te vullen met de volgende tekst waarbij geen opmerkingen te maken zijn :

"Is de directeur verhinderd, dan wordt hij vervangen door een eerste adviseur van dezelfde directie of, als er geen eerste adviseur is of als deze verhinderd is, door een andere directeur".

Artikelen 31 en 58.

Deze artikelen kunnen worden samengevoegd.

Het tweede lid kan beter als volgt beginnen :

"De directeur-generaal doet uitspraak, de verzoeker gehoord of behoorlijk opgeroepen, in bijzijn van de directeur die het rapport heeft opgemaakt of van diens gemachtigde, en van de hiërarchische meerderen die het advies hebben uitgebracht, alsook van de directeur tot wiens bevoegdheid de personeelsdienst behoort of van diens gemachtigde".

.../...

Artikelen 32 en 33.

Deze artikelen, waarin slechts gebruikelijke definities zijn overgenomen, kunnen zonder bezwaar vervallen.

Artikelen 35 en 36.

De gemachtigde van de Regering heeft ermede ingestemd dat deze artikelen, waarvan de inhoud uit andere bepalingen van het ontwerp volgt, worden geschrapt.

Artikelen 42 en 43.

Deze artikelen zouden moeten worden samengevoegd tot één bepaling die als volgt kan worden geredigeerd :

"De overgang ... (zoals in het ontwerp, artikel 42).

Aan die vergelijkende examens mogen deelnemen degenen die ... (zoals in het ontwerp, artikel 43, maar de woorden "artikel 42" vervange men door "het eerste lid").

Artikel 45.

Ter wille van de overeenstemming met de organieke wet van de A.S.L.K. leze men in het derde lid : "Alvorens aan de raad van beheer verslag uit te brengen, vraagt de directeur-generaal het met redenen omkleed advies van de vergadering der directeurs over die kandidaturen".

.../...

De gemachtigde van de Regering heeft ermede ingestemd dat het "advies" van de vergadering der directeurs een "met redenen omkleed advies" wordt.

Artikel 46.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld het artikel als volgt te beginnen :

"Verhoging in graad in de betrekkingen van rang 13, van dienstchef of van inspecteur van agentschappen, wordt toegekend aan de houder van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikelen 48 en 49.

Deze artikelen die betrekking hebben op bevordering in rang 11 kunnen beter worden samengevoegd.

Artikel 61.

De gemachtigde van de Regering stelt de volgende tekst voor, waartegen geen bezwaar is :

"Ten aanzien van de anciënniteit, wordt de benoeming waarvoor een stage vereist is, gedaan met terugwerking tot de datum die voor de toelating tot de stage bepaald was of, indien de toelating tot de stage om persoonlijke redenen of door de fout van de belanghebbende uitgesteld werd, tot de datum waarop hij werkelijk tot de stage is toegelaten. De terugwerking wordt evenwel verminderd met de periode waarvoor de stage verlengd mocht zijn ingevolge toepassing van artikel ... (30 en 57 van het oorspronkelijk ontwerp) en met

.../...

elke periode van dienstonderbreking die, krachtens artikelen (62 en 63 van het oorspronkelijk ontwerp) niet in aanmerking zou kunnen komen voor het berekenen van de anciënniteit".

Artikelen 62 en 63.

In het eerste lid van artikel 62 moet in de Franse tekst het woord "prestés" worden vervangen door "accomplis".

Wegens hun onderlinge samenhang zouden de artikelen 62 en 63 moeten worden samengevoegd.

Artikel 64.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor dit artikel te schrappen en de tabel van bijlage III te verbeteren : "de afgeschafte graden van inspecteur-generaal en directie-adviseur moeten er staan tegenover rang 13 en niet tegenover rang 14.

Artikel 65.

De gemachtigde van de Regering stelt voor het artikel als volgt aan te vullen :

"Het personeelslid dat de anciënniteit, door de artikelen 20, 21 of 22 vereist om door bevordering naar de hogere graad over te gaan bereikt heeft vóór 1 januari 1970, wordt op die datum benoemd. Voldoet hij op dat tijdstip niet aan de beoordelingsvoorwaarden, dan wordt 1 januari als verjaardag van zijn benoeming beschouwd voor de toepassing van artikel 14, derde lid".

Bij deze tekst zijn geen opmerkingen te maken.

.../...

Artikel 66.

Ter wille van de overeenstemming tussen de artikelen 65 en 66 stelt de gemachtigde ambtenaar voor te lezen: "dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1970".

VOORSTEL TOT INDELING VAN HET ONTWERP.

N.B. De artikelen tussen haakjes zouden moeten vervallen (zie advies).

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN : 1 (werkingssfeer)
2 (indeling in niveaus en rangen)
(3)
(4)

HOOFDSTUK II. - WERVING : (5)
6 (wervingsgraden - beginselen van het vergelijkend examen)
7 (verruiming van de werving)
18 (afwijking vergelijkend examen)
8 (afwijking vergelijkend examen)
(9)

.../...

HOOFDSTUK III.- BEVORDERING :

§ 1. Algemene bepalingen : (32), (33), 34, (35)
§ 2. Overgang naar niveau I : 42/43
§ 3. Verhoging in graad (in niveau I) :
- algemeen : 44, 50, 51
- bijzondere gevallen : 45, 46, 47, 48/49
§ 4. Verandering van graad (in niveau I) : 52, 53

HOOFDSTUK IV. - ANCIENNITEIT : 60, 61, 62/63

HOOFDSTUK V. - VERGELIJKENDE EXAMENS :

algemene voorwaarden : (36), (10), 12, 19/20, (21)
nadere regelen : 13/37, 15/39,
inzet : 14/38,
rangschikking : 16/40,
reserve : 17/41

HOOFDSTUK VI.- STAGE :

beginselen : 22/54 (23),
oproeping tot de stage : 11, 27/55,
lichamelijke geschiktheid : 25, 26,
statuut stagiair : (24),
organisatie : 28/56,
ontoereikendheid : 29,
einde : 30/57/59, 31/58,

HOOFDSTUK VII. - SLOTBEPALINGEN : (64), 65, 66, 67.

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,

M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. E. DEBRA, premier auditeur.

LE GREFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. DEBRA, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.